



D'une appellation à l'autre : bilan de dix ans d'activité

Gilbert Coutaz

Les exigences initiales de la démarche

Lors de l'assemblée constitutive du 21 avril 1998, le président de la nouvelle association, Gilbert Coutaz, reprit les termes de sa conclusion aux Etats généraux de Chillon, le 6 décembre 1997, en guise de programme : « Il n'y a pas un patrimoine du riche et un patrimoine du pauvre, il y a un patrimoine, fait de la diversité des partenaires, des pratiques, dont tous les éléments sont importants. Patrimoine de proximité, patrimoine régional, cantonal, national ou universel se combinent ; ils ont tous leur raison d'être selon les groupes sociaux, les communautés qui les identifient ou qui s'en portent garants. Il s'agit de partager les grandes lignes, sans chercher à masquer les réalités parfois contradictoires, mais surtout aux exigences particulières. Il ne s'agit pas d'uniformiser les points de vue, de rechercher la pensée unique, mais bien plutôt d'inscrire les expériences et les savoirs dans une démarche fédérée et cohérente, de faire de l'Association pour le patrimoine naturel et culturel une tribune pour tous les partenaires, un partenaire crédible pour les pouvoirs publics et un espace où le débat peut se mouvoir et se transformer en lieu d'observation privilégié de ce qui se fait en matière patrimoniale.¹ »

Société faîtière ?

La question a été posée régulièrement dès la constitution sur le rôle de l'association. L'article 1 des statuts est explicite : « L'Association a pour but de promouvoir la conservation et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud. A cet effet, elle tend, entre autres, à réunir les institutions et les personnes oeuvrant dans ce sens et à défendre leurs intérêts. » Autrement dit, elle joue sur son originalité de lier les patrimoines naturel et culturel dont il n'y a pas d'exemple en Suisse en favorisant le décloisonnement des patrimoines, en consolidant les relations entre les institutions patrimoniales publiques et privées, en suscitant le débat autour des décisions politiques touchant les activités en matière de patrimoine et en assumant une meilleure prise en compte de la sauvegarde du patrimoine. Ses atouts : transversalité et combinaison des patrimoines, vocation généraliste, coordination et émission d'idées. Elle est à la fois une tribune, une plate-forme et un espace aussi large que possible pour que tous les acteurs du patrimoine se retrouvent, échangent et expriment leur appartenance à une même communauté dont les points particuliers se déclinent et se profilent au niveau local, régional ou encore cantonal.

¹ Procès-verbal de l'assemblée générale du 21 avril 1998, p. 3, http://www.reseaupatrimoines.ch/pdf/PV_21-04-1998.pdf

La question est revenue à plusieurs reprises dans les débats, de savoir si RéseauPatrimoineS était une association faîtière. A l'examen des années et des sollicitations, il est apparu qu'il ne pouvait pas jouer ce rôle : il n'a pas de secrétariat permanent à offrir ni ne peut faire valoir des responsabilités en matière de vieille patrimoniale pour tout le canton. Il ne substitue pas aux associations et aux institutions de caractère local et régional. Il n'a pas d'expertise juridique et n'est pas structuré pour évaluer les mises à l'enquête à l'intérieur du canton ni pour faire opposition. Ses prises de position interviennent dans des débats d'intérêt général et au contenu commun aux patrimoines.

Chronologie des actions

Par la largeur de ses missions et sa couverture cantonale, RéseauPatrimoineS a agi à plusieurs niveaux pour faire entendre sa voix² :

- il a choisi, dès 1998, la forme écrite des *Documents* pour valoriser la diversité et l'unité des points de vue sur diverses thématiques, à raison de la publication d'un numéro en moyenne par année ;
- il a consacré depuis le 2 octobre 1999, une fois l'an, une journée de visite des patrimoines dont le thème a servi dès 2002 au choix de l'exposé qui sert de seconde partie de l'assemblée générale ;
- il a participé, durant la première quinzaine de septembre 2002, à l'animation du Pavillon vaudois, à Yverdon-les-Bains, dans le cadre d'Expo 02, en profitant de l'occasion pour publier un dépliant de présentation et des affiches promotionnelles de l'association ;
- il a suscité et forgé le débat autour de l'article constitutionnel sur les thèmes de la culture et du patrimoine. Il a eu la satisfaction de voir ses propositions suivies par les constituants qu'il a appuyées lors de la consultation du texte de la Constitution, entre le 21 juin et le 15 septembre 2001. Il a pu s'appuyer sur le groupe thématique « Patrimoine et culture » de la Constituante », dans lequel le secrétaire de RéseauPatrimoineS, Pierre Hunkeler, aux côtés d'Anne Biemann et de Samy Benjamin, a joué un rôle essentiel³ ;
- il a ouvert, le 10 septembre 2001, son site, en accrochant un agenda des manifestations en relation avec le patrimoine dans tout le canton, et offrant dès le 14 avril 2003 un annuaire électronique des acteurs collectifs et individuels du patrimoine dans le canton de Vaud et en Suisse romande ;
- il rédige, en fonction des publications qu'il juge utiles de faire connaître, des comptes rendus de lecture sur son site et, à défaut d'une relation, des liens pour retrouver les informations ;

² Nous reprenons des parts déjà présentées par Gilbert COUTAZ, « Une démarche originale en matière patrimoniale dans le canton de Vaud », dans *Arbido*, 6, 2002, pp. 18-20 et « L'obligation de dépasser les limites institutionnelles : deux réseaux impliquant les Archives cantonales vaudoises. Le cas de l'Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud », dans *La Gazette des Archives*, No 197, 2004, pp. 91-96. Les deux articles sont consultables en ligne sur le site de RéseauPatrimoineS.

³ Voir le *Bulletin des séances de l'Assemblée constituante du canton de Vaud*, No 12 (13 octobre 2000) et No 45 (15 mars 2002), ainsi que le *Rapport de la Commission Droits et devoirs fondamentaux du 30 juin 2000* et *La Constitution vaudoise du 14 avril 2003*, par Philippe CONOD, Francine CRETIAZ, Alex DEPRAZ, Jacques HALDY, Jean-Claude HALLER, Jean-François LEUBA, Christelle LUISIER BRODARD, Anne-Catherine LYON, Pascal MAHON, Philippe NORDMANN, Jean-Michel PIGUET, Luc RECORDON, Bernard VOUTAZ. Editeur Pierre MOOR, Berne, Editions Staempfli SA, 2004, pp. 156-158.

- il a créé l'événement, en organisant avec l'appui de la Télévision de la Région lausannoise, un débat, le 17 juin 2002, animé par Jean-Marc Richard et en présence du Conseiller d'Etat, Philippe Biéler, en charge du dossier, autour d'avenir du bâtiment du Grand Conseil gravement ravagé par un incendie, le 14 mai 2002⁴ ;
- il a lancé, en rapport avec l'ouverture de l'annuaire électronique, les Rencontres des patrimoines (tout un programme dans un titre évocateur), dont deux éditions ont eu lieu depuis : le 21 novembre 2003, « Raison des réseaux. Le patrimoine électronique et ses acteurs en Suisse » (responsable principal : Frédéric Sardet) et le 11 novembre 2005 avec le double thème « Patrimoine littéraire et patrimoines émergents » (Daniel Maggetti et Gilbert Coutaz) ;
- il a été consulté, comme société agréée par la Chancellerie d'Etat du canton de Vaud, sur plusieurs objets cantonaux et fédéraux, en particulier sur la nouvelle péréquation financière, la loi cantonale sur le tourisme, celle sur l'aménagement du territoire et les constructions, le projet de règlement de la loi forestière vaudoise;
- il s'est inquiété de la volonté de plusieurs milieux politiques de restreindre, voire de supprimer le droit de recours des associations ;
- plusieurs de ses membres ont participé à la publication de textes pour le dossier Lavaux, patrimoine universel de l'UNESCO, à la conduite du projet de refonte de loi sur les activités culturelles du 19 septembre 1978, et à la journée du centenaire de l'inauguration du Palais de Rumine, le 5 novembre 2006 ;
- il assiste aux réunions organisées depuis novembre 2005, une fois par an, à l'intention des associations vaudoises de défense du patrimoine bâti et du paysage, à la maison de La Doges (La Tour-de-Peilz), par Patrimoine suisse. Section vaudoise (ex-Société d'art public. Section vaudoise).

Son fonctionnement

De la première association, l'association créée en avril 1998 avait récupéré un solde de Fr. 7 785.50.- pour démarrer ses activités. En dix ans d'activité, elle a pu faire face à ses obligations éditoriales, d'ouverture et de maintenance du site et d'organisation de ses manifestations, en particulier Rencontres des Patrimoines. Ce sont les cotisations des membres collectifs et individuels qui assurent l'essentiel de ses revenus, puisque seuls les numéros 6 (Cinéma amateur), 7 (Patrimoine littéraire), 8 (Centenaire du Palais de Rumine) et 9 (Les Géotopes) ont bénéficié d'appuis financiers externes, relativement modestes. Sa situation financière, certes sensiblement meilleure à fin 2006 (Fr. 23 494.40) qu'en 1998, ne lui a néanmoins pas permis d'aborder le dixième anniversaire de son existence sans solliciter des aides extérieures. Jusqu'alors, la seule demande d'une subvention générale à son fonctionnement, formulée à la Fondation du bicentenaire du canton de Vaud, lui a été refusée, malgré un dossier circonstancié présenté en 2005.

En dix ans, le comité a été renouvelé à deux reprises, en 2002 et en 2006. L'équipe d'origine reste majoritaire, à savoir Aymon Baud, Jean-François Cosandier, Marie-Pierre Constant Knecht, Gilbert Coutaz, Gilbert Kaenel et Jean-Louis Moret. En 2006, Eric Kempf (intendant de la maison de La Doges pour la Société d'art public. Section vaudoise), Jean Mundler (Pro

⁴ Signalons que plusieurs membres du comité de RéseauPatrimoineS se retrouvent derrière ce thème, Gilbert KAENEL et surtout Frédéric SARDET, dans la publication « Du palais épiscopal au siège du parlement. Histoire et évolution du chef-d'œuvre de l'architecte Alexandre Perregaux. Etude urbanistique du site », dans *Mémoire vive. Pages d'histoire lausannoise*, 2003, 114 p. (Numéro hors-série), et dans le compte rendu donné par Gilbert COUTAZ, de ce numéro, dans *Revue historique vaudoise*, 112, 2004, p. 233.

Natura Vaud) et Frédéric Sardet (Archives de la Ville de Lausanne) ont été remplacés respectivement par Caroline Neeser (Cinémathèque suisse), Thérèse Mauris (Société d'art public. Section vaudoise) et Jurgen Haepers (Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne), alors qu'en 2002, Anne Leresche Roesch (Musée historique de Lausanne), Jean Mundler et Laurent Trivelli (tous deux de Pro Natura Vaud) prenaient le relais de Liliane Déglise Bitiqi (Musée historique de Lausanne), Pierre Hunkeler (Pro Natura Vaud) et Eric Teysseire (Conservateur cantonal des monuments historiques). Georges de Coulon (Domus antiqua), qui siégeait dans le comité depuis 1998, avait été remplacé, lors d'une élection complémentaire intervenue le 27 avril 2004, par Eric Kempf. Les deux premiers vérificateurs des comptes, nommés lors de l'assemblée constitutive, René Baumann et Jean-Jacques Bodmer ont officié, le premier durant quatre ans, le second durant les premiers exercices, remplacé, le 25 avril 2001, par Anne Schranz dont le mandat fut renouvelé, lors de l'assemblée générale du 30 avril 2002, pour quatre ans. Christophe Blaser et Jurgen Haepers ont été nommés lors de la même assemblée vérificateur des comptes et vérificateur des comptes suppléant. Lors de l'assemblée générale du 2 mai 2006, Anne Schranz et Christophe Blaser ont été reconduits dans leurs fonctions ; Valerio Notari prit alors la place de Jurgen Haepers, promu, à la même date, membre du comité.

Le nombre de membres a passé, en dix ans, de 164 membres dont 92 membres collectifs (état au terme du premier exercice de l'association) à 218 membres dont 102 membres collectifs. En 2006, les listes attestaient 234 membres dont 106 membres collectifs, dont plusieurs ont dû être radiés en raison du non-paiement des cotisations. L'association a été fière qu'un de ses membres, Roger Corbaz, le père des Vergers d'autrefois à l'Arboretum d'Aubonne, ait été décoré, le 25 octobre 2000, à Bologne comme un des douze bienfaiteurs de l'humanité, choisis dans 82 pays du monde entier pour leurs activités de défense du patrimoine agro-alimentaire mondial. Roger Corbaz avait conduit les participants à la première sortie des membres de l'association, le 2 octobre 1999, à l'Arboretum. Elle a salué, en 2005, l'élection de Philippe Biéler, ancien conseiller d'Etat du canton de Vaud de 1994 à 2003 et membre de la première heure de notre association, à la présidence de Patrimoine Suisse, au moment où cette organisation, la première en Suisse à s'occuper du patrimoine architectural, fêtait le centenaire de sa fondation. Elle a eu à déplorer, en juillet 2003, le décès d'un de ses membres les plus actifs et les plus fidèles dès les origines de l'association, Michel Glardon, député Verts au Grand Conseil vaudois.

Un premier bilan intermédiaire

Après dix ans d'activité, l'Association reste fragile à plus d'un titre. Elle peine à renouveler les membres qui conduisent son comité. Or, il est essentiel de pouvoir réussir le remplacement des membres fondateurs par de nouvelles forces, prêtes à prolonger et à amplifier les missions de la société. Le rythme des publications des *Documents* est enviable, mais, pour qu'il demeure identique ces prochaines années, les thématiques des numéros doivent intégrer de nouveaux et nombreux objets d'études et attirer davantage d'auteurs en dehors du comité ou de ses membres proches. Le site est une pièce maîtresse de la visibilité du travail de l'association et sa fréquentation ne cesse d'augmenter, à en croire les statistiques de la consultation. La diversification de l'offre doit être améliorée en impliquant davantage tous les membres et en en faisant adhérer de nombreux autres.

Le changement de l'appellation, le besoin de s'afficher en commun

La décision de l'assemblée générale du 29 mai 2007 de remplacer l'appellation d'origine de l'Association par RéseauPatrimoineS, après l'examen par le comité d'une quarantaine de propositions, est fondamentale ; elle affiche clairement les missions de l'association, en laissant, en complément de la désignation principale, l'appellation Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud qui fonde l'originalité de la démarche associative. La nouvelle appellation se veut le reflet des messages suivants.

RéseauPatrimoineS veut être le liant entre toutes les associations s'occupant de patrimoine dans le canton de Vaud, sans les subordonner à des décisions souveraines prises par ses membres.

RéseauPatrimoineS, c'est nécessairement le reflet d'une parcelle de patrimoine de chaque association, le relais de chaque initiative et l'expression de solidarités individuelles et collectives. Il exprime la force et la solidité d'une communauté, l'affirmation identitaire d'une réalité diverse et variée, mais plongeant ses fondements dans les mêmes convictions et les mêmes déterminations.

RéseauPatrimoineS veille à l'élargissement de l'assise de la réflexion en matière de patrimoine et à faire entendre la voix de chaque partenaire, engagé dans une ligne de défense qui dépasse les clivages sectoriels et qui offre des points de vue réfléchis et concertés.

RéseauPatrimoineS, une association au-delà des domaines individuels du patrimoine, une façon d'échapper au dogmatisme et au corporatisme dont les adversaires du patrimoine ont trop tendance à affubler les associations et les acteurs !

Annexe 1 : Thèmes des conférences des assemblées générales (1998-2007)

Assemblées générales	Conférenciers	Thèmes
21.04.1998	Bernard Voutat, chargé du projet de la nouvelle Constitution vaudoise au Département de la justice, de la police et des affaires militaires Marie-Hélène Miauton, présidente du Groupes d'analyses et propositions politiques « à propos », Collette Lasserre et Georges Burdet, membres duit groupe	Patrimoine et constitution
29.04.1999	Conseil de Fondation Bolex Oulevay (Jean-Marc Yersin, Henri Cornaz, Eric Teyssere, Laurent Tissot et Roland Cosandey)	Protection d'un patrimoine industriel original : les appareils Bolex ou le sauvetage réussi d'une collection privée
09.05.2000	Raphaël Aubert, journaliste et Jacques Gardel metteur en scène	Culture et patrimoine
	Pierre Sterchi, adjoint au chef de Service de parcs et promenades de la Ville de Lausanne	Aménagement paysager ou naturel en milieu urbain
25.04.2001	Sylvain Malfroy, professeur d'urbanisme, à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne	Le Paysage du plateau vaudois. Aperçu d'une étude en cours
20.04.2002	Vincent Serneels, chargé de cours à l'Institut de minéralogie et pétrographie de l'Université de Fribourg	Les scories du Mormont et les débuts de l'industrie du fer en Suisse
29.04.2003	Dave Lüthi, historien des monuments et archiviste	L'architecture à Lausanne autour de 1900. La carrière contrastée d'Eugène Jost
27.04.2004	Patrick Gyger, directeur de la Maison d'Ailleurs, à Yverdon-les-Bains	Souvenir du futur – la problématique des collections de la Maison d'Ailleurs à travers l'histoire du musée
25.05.2005	Laurent Bridel, professeur honoraire de l'Université de Lausanne	Lavaux, un patrimoine mondial de l'humanité ?
02.05.2006	Catherine Waeber, historienne de l'art, spécialiste des jardins historiques	Recensement des jardins historiques dans le canton de Fribourg
	Alain Dessarps, architecte paysagiste, Ville de Lausanne	Recensement des jardins historiques de la ville de Lausanne
29.05.2007	Robin Marchant, conservateur au Musée cantonal de géologie	Lavaux, une référence paléontologique mondiale